

**Assemblée générale
Conseil de sécurité**

Distr. générale
22 juin 2022
Français
Original : anglais

**Assemblée générale
Soixante-seizième session
Point 38 de l'ordre du jour
La situation au Moyen-Orient**

**Conseil de sécurité
Soixante-dix-septième année**

**Lettre datée du 21 juin 2022, adressée au Secrétaire
général et au Président du Conseil de sécurité
par le Représentant permanent de la République
islamique d'Iran auprès de l'Organisation
des Nations Unies**

Je vous écris au sujet de la résolution 8749 de la Ligue des États arabes, en date du 9 mars 2022, qui figure en annexe aux lettres identiques datées du 28 avril 2022, adressées au Secrétaire général et à la Présidente du Conseil de sécurité par la Représentante permanente du Liban auprès de l'Organisation des Nations Unies ([A/76/826-S/2022/372](#)).

La République islamique d'Iran condamne fermement et rejette catégoriquement la résolution susmentionnée dans son intégralité, ainsi que les allégations injustifiées et infondées qui sont y formulées à son égard.

Il s'agit d'une énième tentative désespérée faite par certains membres de la Ligue des États arabes, lesquels s'efforcent de poursuivre leurs sinistres ambitions destructrices en s'abritant sous la bannière d'organisations régionales ou transrégionales.

Comme par le passé, ces États ont recouru à des mensonges, des inventions et de fausses accusations portées contre mon pays, qui ne sont rien d'autre que la manifestation de leurs positions iranophobes.

La République islamique d'Iran considère que par son contenu, ladite résolution fait ingérence dans ses affaires intérieures, ce qui constitue une grave violation non seulement de la Charte des Nations Unies mais aussi des principes du droit international, en particulier les relations de bon voisinage et la non-ingérence dans les affaires intérieures d'autres États souverains.

Il est extrêmement décevant qu'une organisation régionale telle que la Ligue des États arabes, qui aurait dû axer son mandat sur le renforcement de la paix et de la sécurité régionales, se détourne de cette mission première pour promouvoir des objectifs illégitimes en répandant des idées fabriquées de toutes pièces, hostiles à d'autres États souverains.



L'Iran s'acquitte de ses obligations internationales et n'a jamais participé à une quelconque activité, dans la région, qui serait allée à l'encontre de celles-ci.

La politique étrangère de l'Iran est fondée sur le plein respect du droit international, le respect mutuel, les relations de bon voisinage, la coopération et le dialogue, ainsi que sur le maintien de la paix et de la sécurité dans la région. Nous sommes déterminés à poursuivre dans cette voie de bonne foi. Nous en avons donné une preuve manifeste récemment en coopérant de manière constructive avec l'Organisation des Nations Unies pour soutenir l'accord de trêve au Yémen et sa prorogation.

La République islamique d'Iran réaffirme une fois encore sa souveraineté sur les îles iraniennes d'Abou Moussa, de Grande-Tounb et de Petite-Tounb dans le golfe Persique, et elle met l'accent sur le fait que son intégrité territoriale et sa souveraineté sur ces trois îles ne sont pas négociables. Ainsi, nous considérons que les allégations infondées concernant ces îles iraniennes constituent une ingérence dans les affaires intérieures de notre pays en violation du droit international, notamment du principe de non-ingérence dans les affaires intérieures des États, consacré par la Charte des Nations Unies.

Pour ce qui est du « golfe Persique », désigné sous un nom fictif dans la résolution précitée, je tiens à souligner une fois de plus qu'il s'agit, depuis des temps immémoriaux, de la seule appellation géographique véritable et correcte de l'espace maritime séparant l'Iran de la péninsule arabique. Comme attesté par la mémoire institutionnelle de toutes les organisations cartographiques de renom, cette zone maritime a été reconnue de tout temps sous la dénomination de « golfe Persique », ce qui doit être respecté par tous.

La République islamique d'Iran rejette également toute allégation visant ses activités nucléaires pacifiques, qui sont menées en parfaite conformité avec les droits et obligations qui sont les siens au titre du Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires ainsi que des accords de garanties de l'Agence internationale de l'énergie atomique. En tant que partie responsable au Traité, elle est attachée au principe de collaboration avec l'Agence, et elle s'est acquittée de toutes les obligations que lui font cet instrument et l'accord de garanties généralisées.

La République islamique d'Iran réfute en outre les inventions et allégations formulées au sujet de sa prétendue violation des résolutions [2216 \(2015\)](#) et [2231 \(2015\)](#) du Conseil de sécurité. De toute évidence, certains États s'efforcent de détourner l'attention des activités agressives et déstabilisatrices qu'ils mènent dans le golfe Persique et au Moyen-Orient dans son ensemble, en répandant la désinformation et en échaufaudant des assertions fallacieuses à l'encontre de l'Iran.

Pour finir, je tiens à redire que l'instauration de relations amicales et la coexistence pacifique avec les pays voisins ont toujours été des priorités majeures pour l'Iran. Nous continuerons de rechercher la sécurité, la stabilité et la prospérité dans un contexte régional fort, qui ne pourra advenir qu'au prix d'un dialogue véritable et d'un engagement actif et constructif de tous les pays de la région, fondé sur le respect mutuel, l'inclusion et les principes fondamentaux du droit international.

Je vous serais reconnaissant de bien vouloir faire distribuer le texte de la présente lettre comme document de l'Assemblée générale, au titre du point 38 de l'ordre du jour, et du Conseil de sécurité.

L'Ambassadeur,
Représentant permanent
(Signé) Majid **Takht Ravanchi**